

**PROCÈS-VERBAL DE LA 102^e RÉUNION DU
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
(CCEK)**

Approuvé

DATE : Les 19 et 20 janvier 2005

ENDROIT : Salle de réunion de l'Auberge l'Autre Jardin, 365 boulevard Charest
Est, Québec, QC.

SONT PRÉSENTS :

Nommés par l'Administration régionale Kativik (ARK) :

M. Eli Angiyou
M. Michael Barrett

Nommés par le gouvernement du Canada :

M^{me} Suzanne Larochelle
M. Gilles H. Tremblay

Nommés par le gouvernement du Québec :

M. Jean Couture, président
M^{me} Paule Halley
M^{me} Denyse Guin

Secrétaire exécutive :

M^{me} Nathalie Girard

SONT ABSENTS:

- M. David Okpik, nommé par l'ARK
- M. Claude Abel, nommé par le gouvernement du Canada, vice-président

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président déclare la réunion ouverte. Il souhaite la bienvenue à Mme Denyse Gouin, nouveau membre nommé par le gouvernement du Québec. Madame Gouin est directrice du centre d'Analyse environnementale du Québec. Il annonce que M. Claude Abel sera le vice-président jusqu'à la fin de l'année financière actuelle se terminant le 31 mars 2005. Il invite ensuite les membres à proposer des modifications à l'ordre du jour.

L'ordre du jour suivant est adopté :

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des procès-verbaux de la 100^e et de la 101^e réunion
3. Affaires découlant de la 101^e réunion et correspondance
4. Budget, membres et secrétariat
5. Développement durable
6. Gestion de la forêt au-delà du 55^e parallèle
7. Circulation de véhicules dans la toundra
8. Aires protégées au Nunavik et diversité biologique
9. Programme d'action national pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres
10. Rapport annuel du CCEK: 2003-2004
11. Gestion des déchets
12. Combustibles nucléaires irradiés
13. Gestion des halocarbures
14. Projets environnementaux au Nunavik
15. Varia
16. Dates et lieux des prochaines réunions

Proposée par : M^{me} Denyse Gouin
Appuyé par : M. Gilles H. Tremblay
Adopté à l'unanimité.

2. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DE LA 100^E ET DE LA 101^E RÉUNION

L'adoption des procès-verbaux de la 100^e et de la 101^e réunion est reportée.

3. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 101^E RÉUNION ET CORRESPONDANCE

La secrétaire exécutive a fait part aux membres de la correspondance reçue et envoyée depuis la dernière réunion. Les principaux sujets abordés sont les suivants :

-Béluga : consultation publique

Étant donné que les inuits sont impliqués dans cette consultation via l'ARK et le Comité conjoint - Chasse, pêche et piégeage, les membres jugent qu'il n'est pas nécessaire que le CCEK s'engage dans cette consultation.

-Logo du CCEK

De nouvelles esquisses de logos ont été exposées aux membres. Ces derniers apportent des modifications à l'exemplaire choisi. L'exemplaire modifié sera présenté le plus rapidement possible.

-Révision des annexes 1 et 2 du Chapitre 23 de la CBJNQ

Un des membres fait une mise à jour des travaux en cours. Les membres demandent à la secrétaire exécutive de repérer des consultants potentiels pour appuyer les recherches en cours dans ce dossier.

-Site Internet

Les membres visiteront un site Internet qui répond à des besoins similaires à ceux du CCEK. Il est convenu que ce site modèle sera modifié en fonction des commentaires des membres.

-Qualité de l'eau

M. Daniel Martin prévoit tenir un atelier à Kuujuaq prochainement afin de discuter des résultats de ses recherches concernant les changements climatiques et la qualité de l'eau potable au Nunavik. Le CCEK participera à cet atelier.

Selon les informations obtenues par le secrétariat, les modifications au projet de règlement sur la qualité de l'eau potable proposées lors de la 101^e réunion seront en majeure partie intégrées.

-Rencontre du secrétariat du CCEK et du secrétariat du Comité conjoint - Chasse, pêche et piégeage (CCCPP) et du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ)

La secrétaire exécutive a rencontré ses homologues de CCCPP et du CCEBJ. La rencontre était essentiellement informative.

Les Naskapis et le MRNFP sont à mettre en place un nouveau système d'opération qui permettrait de régulariser la situation actuelle en autorisant les pourvoyeurs à transformer en statut permanent les sites mobiles sur lesquels ils ont des installations à caractère permanent. L'exercice concerne pour l'instant uniquement les sites situés en territoire d'usage exclusif Naskapi.

-Plan de développement du territoire public (PRDTP)

Selon les informations fournies au secrétariat par M. Normand Laprise, l'état de ce dossier n'a pas évolué. Cependant, Isabelle Plamondon a été nommée par le MRNFP, responsable du PRDTP pour la région Nord-du-Québec. On rappelle que le CCEK avait suggéré que le Nunavik soit traité comme une région distincte.

-Article sur les réalisations environnementales des villages nordiques du Nunavik

Le secrétariat a reçu l'approbation du magazine de la société Makivik pour la publication dans son numéro du printemps 2005 d'un article qui souligne les démarches importantes pour améliorer l'environnement dans leur communauté.

-Plan d'action du MENV région Nord-du-Québec

Un des membres résume sa rencontre avec un groupe du MENV (direction régionale du Nord-du-Québec) au sujet d'un plan d'action concernant l'environnement au Nunavik qui a été proposé à l'ARK par le MENV.

-MENV région nord du Québec et projets de la Société Makivik

Un membre résume les actions qui seront prises par la société Makivik et par le MENV. (direction régionale Nord-du-Québec) afin d'améliorer la procédure d'évaluation environnementale en ce qui concerne les projets au Nunavik, notamment les projets d'infrastructures maritimes.

4. BUDGET, MEMBRES ET SECRÉTARIAT

Budget

Les membres autorisent M. Michael Barrett à continuer d'être le second signataire des chèques en plus de la secrétaire exécutive. Cependant, par mesure de sécurité, M. Barrett et la secrétaire exécutive demandent que les chèques leur étant destinés soient vérifiés et autorisés au préalable par le président ou un membre du comité administratif. Cette suggestion est approuvée.

Le deuxième versement totalisant la moitié du budget annuel du CCEK pour l'année financière 2004-2005 se fait toujours attendre. Les membres souhaitent qu'une lettre soit adressée au ministre de l'Environnement, M. Thomas J. Mulcair afin de lui rappeler ce problème récurrent qui compromet la réalisation des travaux du CCEK. Un membre mentionne qu'il a fait part de cette situation au ministre de l'Environnement du Canada, M. Stéphane Dion. Celui-ci s'est montré favorable aux propositions budgétaires présentées au gouvernement du Québec par le CCEK.

Membres

Un nouveau membre, Madame Denyse Gouin, a été nommé par décret du gouvernement du Québec en décembre 2004. Madame Gouin remplace Madame Hélène LeBlond. Monsieur Jean Couture a été désigné président par décret du gouvernement du Québec en décembre 2004. Il agira à titre de président jusqu'à la fin de l'année financière 2004-2005 se terminant le 31 mars 2005. Les membres nommés par le gouvernement du Canada ont élu Monsieur Claude Abel comme vice-président. Des procurations sont signées en fonction du remaniement de la constitution du CCEK.

Secrétariat

Les membres ont accordé une augmentation salariale à la secrétaire exécutive selon une échelle salariale établie en 2004. De plus, les membres soulignent qu'ils élaboreront prochainement une procédure d'évaluation.

Un membre explique l'intention de la Commission de la qualité de l'environnement (CQEK) de retourner son secrétariat sur son territoire d'application. Elle souhaiterait partager les services de la secrétaire exécutive du CCEK au secrétariat à Kuujjuaq. Pour ce faire, la CQEK propose entre autres, d'engager une secrétaire administrative afin d'alléger les tâches de la secrétaire exécutive du CCEK à Kuujjuaq. La majorité des membres n'est pas favorable puisqu'il y a trop de données inconnues et que le CCEK a des préoccupations importantes relatives au fonctionnement du CCEK. La proposition est donc rejetée. Cependant, certains membres, favorables à l'idée, tiennent à souligner leur désaccord avec cette décision.

5. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 25 novembre 2004, le ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas J. Mulcair, rendait public un Plan de développement durable pour le Québec accompagné d'un avant-projet de loi sur le développement durable. Il a ensuite sollicité l'avis du CCEK particulièrement à propos des trois thèmes suivants : la démarche de consultation proposée, l'avant-projet de loi et les actions entreprises et à entreprendre qui favorisent le développement durable au Québec et, plus particulièrement, au Nunavik.

Les membres saluent cette initiative du gouvernement du Québec puisqu'ils croient que ce plan incitera les organismes à améliorer l'environnement et le milieu social. Les membres expliquent leur analyse du plan et de l'avant-projet de loi. Entre autres, il est souligné que la Convention de la Baie James et du Nord Québécois, constitue un exemple d'outil favorisant le développement durable au Nunavik. Les membres élaborent une liste d'actions au Nunavik qui supportent les principes de développement durable et d'autres qui y contreviennent.

L'avis du CCEK concernant les trois thèmes (démarche, avant-projet de loi et actions) sera rédigé d'ici le 15 février 2005. De plus, les membres s'engagent à présenter cet avis au Ministre lors de sa visite à Kuujuaq prévue pour le mois de mars 2005. Des commentaires seront envoyés prochainement au secrétariat afin que la secrétaire exécutive soit en mesure de les ajouter au texte de l'avis.

6. GESTION DE LA FORÊT AU DELÀ DU 55^E PARALLÈLE

Le 14 décembre 2004, M. Pierre Corbeil, ministre délégué à la Forêt, à la faune et aux parcs a rendu public le rapport de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise. En octobre 2004, le CCEK avait transmis un avis à la Commission dans lequel il avait fait les 3 recommandations suivantes :

1-Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) recommande à la Commission la création d'un groupe de recherche qui aurait comme but de rassembler et de compléter les connaissances actuelles sur la ressource forestière du Nunavik. Ce groupe veillerait à faire l'analyse et l'intégration des connaissances nécessaires (efficacité du reboisement, qualité du sol, récoltes après feu, etc.) pour protéger et conserver la matière ligneuse du Nunavik.

2-Avant l'obtention des résultats issus de la recommandation précédente -sauf pour utilisation personnelle - le CCEK recommande à la Commission de suspendre toutes activités (coupe, récolte de bois, etc.) qui pourraient contribuer au déclin de la ressource forestière du Nunavik. La suspension de ces activités devrait se faire et être maintenue tant que les effets ne seront pas connus et qu'il n'existera pas de plan de gestion permettant le retour intégral, dans un délai raisonnable, de la situation avant le déclin de la ressource forestière et des écosystèmes qui lui sont associés.

3- Le plan de gestion des forêts au-delà du 55^e parallèle doit respecter le principe de conservation, le droit d'exploitation des ressources fauniques des inuits reconnu au Chapitre 24 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et doit respecter les dispositions de la CBJNQ en matière de protection environnementale (Chapitre 23).

Dans le rapport final de la Commission, il est question des liens particuliers qu'entretiennent les Premières Nations avec les milieux forestiers. Le chapitre 8 traite spécifiquement de la dimension autochtone dans la gestion des forêts du Québec. Ce chapitre porte une attention spéciale sur les aspects de communication, de participation et de concertation régionale lors de la planification des activités d'aménagement forestier. À ce chapitre, elle invite les lecteurs à consulter les préoccupations du CCEK (citées à la page 242 du rapport final). La Commission se dit « ...*sensible à ces préoccupations* » et elle « *invite fortement le MRNFP et le CCEK à élaborer conjointement une stratégie pour améliorer les connaissances sur les ressources forestières au Nunavik.* » Afin de donner suite à ces suggestions, le CCEK prendra contact avec un responsable au MRNFP.

7. CIRCULATION DE VÉHICULES DANS LA TOUNDRA

Un membre exprime ses préoccupations quant à un projet de création de route qui permettra la circulation de véhicules pour le transport de matériaux d'exploration minière sur la toundra au Nunavik. Ces activités sont actuellement très peu encadrées au Québec. En effet, seul un court chapitre de la *Loi sur les forêts* traite du sujet. Un membre mentionne qu'il existe en Alaska une législation qui limite la circulation de véhicules dans la toundra à des périodes déterminées selon les conditions du sol (sol gelé, épaisseur du couvert neigeux, etc.). Les membres désirent obtenir plus d'information sur cette loi et sur d'autres législations existantes ailleurs dans le monde. Un membre fait état de l'existence d'une réglementation qui découle de la *Loi sur la qualité de l'environnement du Québec*. Ce *Règlement sur la circulation de véhicules motorisés dans certains milieux fragiles* restreint le trafic des véhicules motorisés sur les plages, sur les cordons littoraux, dans les marais et dans les marécages, situés sur le littoral du fleuve Saint-Laurent (en aval du pont Laviolette), de l'estuaire et du golf du Saint-Laurent, de la Baie-des-Chaleurs et des îles qui y sont situées.

8. AIRES PROTÉGÉES AU NUNAVIK ET LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Le CCEK a reçu une demande d'information par courriel de la part d'un employé du gouvernement du Québec de la direction du patrimoine écologique concernant les aires protégées au nord du 55^e parallèle. La secrétaire participera à un appel conférence à ce sujet et collaborera à trouver l'information disponible à ce sujet.

9. PROGRAMME D'ACTION NATIONAL POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LA POLLUTION DUE AUX ACTIVITÉS TERRESTRES (PAN)

La secrétaire exécutive fait un bilan de la réunion du PAN qui a eu lieu à Strathmere, les 7, 8 et 9 décembre 2004. Les objectifs de cette réunion étaient de démontrer l'importance du PAN et de revoir les progrès du PAN depuis son existence. La secrétaire exécutive explique que le PAN pourrait être un programme facilitant la gestion des zones côtières pour le nord du Québec. Puisque le Nord-du-Québec est constitué d'une zone côtière où est située la majorité des villages du Nunavik, les membres désirent poursuivre leurs implications dans le PAN.

10. RAPPORT ANNUEL DU CCEK : 2003-2004

Les membres apportent des modifications qui seront intégrées au texte final. Par la suite le rapport sera prêt pour la traduction et la publication.

11. GESTION DES DÉCHETS

Depuis quelques années, les membres et la secrétaire exécutive ont constaté le besoin des communautés inuites de trouver des solutions pour la gestion des déchets. Les membres décident de continuer à favoriser les actions concrètes en ce sens. En plus de continuer à s'impliquer dans la gestion des matières dangereuses et des huiles usées, les membres demandent que la secrétaire exécutive entre en contact avec les autorités responsables de la gestion des pneus pour le Québec. Elle pourra ensuite faire les liens nécessaires afin d'initier la récupération des pneus au Nunavik.

Les membres analysent les deux textes légaux suivants :

Règlement relatif à la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles;

Projet de règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles et des sols contaminés. Comme ces deux règlements touchent les municipalités qui offrent déjà des services de gestion des déchets, les membres estiment qu'ils ne pourront être appliqués au Nunavik pour l'instant.

12. COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES IRRADIÉS

La Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) a soumis un document au grand public pour fins d'examen et de commentaires en 2004. Il s'agit du premier de trois documents de discussion qui seront publiés dans le cadre du

processus mise en œuvre par la SGDN pour étudier les méthodes de gestion à long terme des combustibles nucléaires irradiés du Canada. Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) a reçu le mandat de consulter les inuits du Canada à ce sujet. Un des quatre dialogues organisés par ITK sera tenu à Kuujuaq les 27 et 28 janvier 2005. La secrétaire exécutive et deux membres du CCEK prévoient participer à ce dialogue.

13. GESTION DES HALOCARBURES

Le 2 décembre 2004, le ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas J. Mulcair, annonçait l'adoption d'un nouveau règlement sur les halocarbures. Ce nouveau règlement couvre l'ensemble des substances appauvrissant la couche d'ozone. Il rend obligatoire la récupération de tout halocarbure contenu dans les installations de réfrigération et de climatisation faisant l'objet de travaux de réparation. De plus, les grossistes et les distributeurs sont désormais obligés de reprendre à leur point de vente les halocarbures usés rapportés par leurs clients. Aussi, le personnel qui manipule des halocarbures devra être formé et détenir une qualification environnementale.

Les membres demandent qu'une lettre soit adressée au gouvernement du Québec afin d'obtenir plus d'information au sujet de l'applicabilité de ce règlement au Nunavik.

14. PROJETS ENVIRONNEMENTAUX AU NUNAVIK

Dans le cadre de sa visite à Kuujuaq le 22 décembre 2004, le ministre de l'Environnement du Canada, M. Stépnane Dion, a annoncé «*des investissements de plus de 382 000\$ d'ici 2007-2008 pour des projets de recherche menés pour le bénéfice des communautés Inuites du Nunavik*». Une part de ses fonds ira à l'Administration régionale Kativik pour ses projets sur les changements climatiques, sur la caractérisation des sites d'exploration minière et l'identification des plantes et de la végétation aux alentours des communautés inuites du Nunavik. Un membre nommé par l'ARK explique brièvement le but de chaque projet.

Un membre introduit ensuite le projet d'affiche sur les oiseaux en danger du Nunavik et explique la collaboration de la secrétaire exécutive à ce projet.

15. VARIA

La secrétaire exécutive invite les membres à lui faire part des suggestions de lectures pertinentes à son travail.

16. DATES ET LIEUX DES PROCHAINES RÉUNIONS

Afin de faciliter la planification des prochaines réunions, les membres décident qu'il est souhaitable d'avoir les dates pour les prochaines réunions. Ainsi, la 103^e réunion sera tenue à Kuujuaq le 28 février et le 1 mars 2005, la 104^e réunion aura lieu à Inukjuak ou Ivujivik les 5-6 et 7 juillet 2005, la 105^e réunion aura lieu les 5-6 et 7 octobre et la 106^e réunion aura lieu les 18-19 et 20 janvier 2006. Les lieux de certaines réunions seront décidés ultérieurement.

La réunion est levée suite à la proposition de M. Gilles H. Tremblay qui a été appuyée par M. Eli Angiyou et acceptée à l'unanimité.

Nathalie Girard
Secrétaire exécutive
22 février 2005

**MINUTES OF THE 102nd MEETING OF THE
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE
(KEAC)**

Adopted

DATE: 19–20 January 2005

PLACE: Meeting room, Auberge l'Autre Jardin
365 Charest Blvd. E.
Quebec City QC

PRESENT:

Kativik Regional Government appointees:

Eli Angiyou
Michael Barrett

Government of Canada appointees:

Suzanne Larochelle
Gilles H. Tremblay

Gouvernement du Québec appointees:

Jean Couture, President
Paule Halley
Denyse Guin

Executive Secretary:

Nathalie Girard

ABSENT:

David Okpik, KRG appointee
Claude Abel, Government of Canada appointee, Vice-President

1. CALL TO ORDER AND ADOPTION OF AGENDA

The president called the meeting to order. He welcomed Denyse Gouin, the new Gouvernement du Québec appointee and he informed the meeting that Claude Abel will be vice-president until the end of the current fiscal year ending 31 March 2005. Finally, he invited the meeting to propose changes to the agenda.

The agenda was adopted as follows:

1. Call to order and adoption of agenda
2. Adoption of minutes
3. Business arising from the 101st meeting and correspondence
4. Budget, members and secretariat
5. Sustainable development
6. Management of the boreal forest in Nunavik
7. Operation of vehicles on the tundra
8. Protected areas in Nunavik and biological diversity
9. Canada's National Program of Action for the Protection of the Marine Environment from Land-based Activities
10. KEAC annual report 2003–2004
11. Waste management
12. Used nuclear fuel
13. Management of halocarbons
14. Environmental projects in Nunavik
15. Miscellaneous
16. Dates and places of future meetings

Moved by: Denyse Gouin
Seconded by: Gilles H. Tremblay
Motion passed unanimously.

2. ADOPTION OF MINUTES

The adoption of the minutes from the 100th and 101st meetings was postponed.

3. BUSINESS ARISING FROM THE 101ST MEETING AND CORRESPONDENCE

The executive secretary informed the meeting of correspondence that had been sent and received since the last meeting. The following main topics were discussed:

-Beluga: public consultation

As Inuit are already involved in this consultation process through the Kativik Regional Government (KRG) and the Hunting, Fishing and Trapping Co-ordinating Committee (HFTCC), the members decided that it was not necessary for the KEAC to participate in this process.

-KEAC logo

New logo sketches were presented to the members. One was selected and several changes were discussed. The modified sketch will be re-presented to members as soon as possible.

-Revision of schedules 1 and 2 of the JBNQA

A member informed the meeting of the progress being made with the revision of schedules 1 and 2 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA). The members asked the executive secretary to identify consultants who could assist with current research.

-Internet site

The members were asked to visit a Web site for an organization whose activities are similar to the KEAC's. It was agreed that the KEAC's future site be built in accordance with the subsequent feedback provided by the members.

-Water quality

Daniel Martin is planning to deliver a workshop in Kuujuaq in the near future to discuss the results of his research on climate change and the quality of drinking water in Nunavik. The KEAC will participate in this workshop.

According to the information obtained by the secretariat, most of the changes proposed at the KEAC's 101st meeting are to be integrated into the government's new regulation respecting the quality of drinking water.

-Meeting between the KEAC, the HFTCC and the JBACE

Recently, the executive secretary met with her counterparts from the HFTCC and the James Bay Advisory Committee on the Environment (*JBACE*). The meeting allowed for the sharing of information.

The Naskapi and the Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (natural resources, wildlife and parks, MRNFP) are currently implementing a new procedure to authorized outfitters with mobile camps possessing permanent facilities to upgrade the status of these sites to permanent. For the moment, these actions apply only to territory reserved for the exclusive use of the Naskapi.

-Regional Public Land Development Plan

According to the information obtained from Normand Laprise, the preparation of the *Regional Public Land Development Plan (RPLDP)* is not progressing. The MRNFP has appointed Isabelle Plamondon to be responsible for the RPLDP for Northern Québec. The meeting noted that the KEAC previously recommended that Nunavik be dealt with as a separate region.

-Recognition of community environmental initiatives in Nunavik

The *Makivik Magazine* has accepted to publish in its spring issue an article recognizing the environmental initiatives of two Nunavik communities that have taken major steps to improve their local environments.

-MENV action plan for Northern Québec

A member described his meeting with the Ministère de l'Environnement du Québec's (MENV) regional branch for Northern Québec concerning an environmental action plan for Nunavik that the MENV has submitted to the KRG for consideration.

-MENV Northern Québec and Makivik projects

A member described the actions to be taken by the Makivik Corporation and the MENV's regional branch for Northern Québec to improve the environmental assessment procedures for projects in Nunavik, specifically marine infrastructure projects.

4. BUDGET, MEMBERS AND SECRETARIAT

Budget

The members agreed that Michael Barrett should continue to be authorized to sign cheques, along with the executive secretary. Nonetheless, as a security precaution, Mr. Barrett and the executive secretary asked that any cheques payable to them always be approved beforehand by the president or another executive member. This suggestion was accepted by the meeting.

The second instalment of funding for 2004–2005, representing half of the KEAC's annual budget, has not yet been received. The meeting asked that a letter be sent to the Minister of the Environment for Québec, Thomas J. Mulcair, to remind him of this recurring problem that negatively affects the work of the KEAC. One member mentioned that he had discussed this situation with the Minister of the Environment for Canada, Stéphane Dion. Minister Dion reacted positively to the budgetary proposals that had been presented to Québec by the KEAC.

Members

Denyse Gouin was appointed a member of the KEAC by the Gouvernement du Québec in December 2004. Ms. Gouin replaces Hélène LeBlond. As well, Jean

Couture was appointed president of the KEAC by order-in-council of the Gouvernement du Québec, also in December 2004. Mr. Couture will act as KEAC president until the end of the 2004–2005 fiscal year, which is to say 31 March 2005. The Government of Canada appointees elected Claude Abel to act as vice-president. Powers of attorney were signed in accordance to the KEAC's internal by-laws.

Secretariat

The meeting agreed to give the executive secretary a raise based on a salary scale established in 2004. It was also stated that the KEAC should prepare an employee assessment procedure.

A member explained the intentions of the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC) to once again locate its secretariat in Nunavik. To this end, the KEQC would like to share the services of the KEAC secretariat in Kuujjuaq. In particular, the KEQC is proposing to hire a secretary to assume some of the administrative workload of the KEAC's executive secretary who is already based in Kuujjuaq. However, as too many details remain unknown and the meeting has important concerns about the impact of such a change on its secretariat, a majority of the meeting was not in favour of the KEQC's proposal. The proposal was therefore rejected. Notwithstanding, certain members who support the KEQC's proposal stressed their strong dissent with the decision.

5. SUSTAINABLE DEVELOPMENT

On 25 November 2004, the Minister of the Environment for Québec unveiled the Quebec Sustainable Development Plan and related draft legislation. Subsequently, he solicited the opinion of the KEAC on three themes: the approach proposed in the government working paper; the principles and measures contained the draft bill, as well as current and future actions that might contribute to sustainable development in Québec and, specifically, in Nunavik.

The KEAC welcomed this government initiative because it will encourage organizations to contribute to improving the natural and social environments. The members discussed their analysis of the plan and draft bill. Among other points, it is emphasized that the JBNQA is one tool for sustainable development in Nunavik. The members prepared a list of actions in the region that are in line with the principles of sustainable development and others that contravene these principles.

The KEAC position paper concerning the three themes mentioned above will be drafted before 15 February 2005. Moreover, the meeting agreed that the KEAC position paper should be presented to the Minister during his planned visit to Kuujjuaq in March 2005. Comments on the position paper will be forwarded to the executive secretary shortly so they may be incorporated into the document.

6. MANAGEMENT OF THE BOREAL FOREST IN NUNAVIK

On 14 December 2004, Pierre Corbeil, the Minister for Natural Resources, Wildlife and Parks, released the final report prepared by the commission for the study of public forest management in Québec. In October 2004, the KEAC had forwarded a position paper to the commission, which included the following three recommendations:

1- Establish a group to compile current knowledge concerning Nunavik's forest resources and to complete this knowledge. This group should oversee the analysis and integration of knowledge (the effectiveness of reforestation, soil quality, deadwood recovery, etc.) necessary for the protection and conservation of forest resources in Nunavik.

2- Prior to the production of the results contemplated in the preceding recommendation and except for personal use, suspend all activities (cutting, harvesting, etc.) that could negatively affect Nunavik's forest resources. This suspension should be maintained for as long as the impacts of forestry activities remain unknown and until a recovery plan concerning the complete restoration of this resource, within a reasonable time frame, has been developed, which must be before the resource and its associated eco-systems are harmed.

3- As concerns the management plan for forests north of the 55th parallel, ensure respect for the principle of conservation, respect for Inuit wildlife harvesting rights recognized under Section 24 of the JBNQA, and respect for the environmental protection provisions established in Section 23 of the JBNQA.

In the commission's final report, the special relationships of First Nations with forest environments were discussed. Chapter 8 deals specifically with the Native aspect of forest management in Québec. The chapter focuses on communication, participation and regional concertation aspects in planning forest management activities. As well, readers are informed of the concerns expressed by the KEAC (p. 242 of the French version). The commission states that it is "partial to these concerns" and, in addition, it "urges the MRNFP and the KEAC to jointly develop a strategy for the purpose of increasing knowledge about forestry resources in Nunavik." In order to follow up on this recommendation, the KEAC plans to contact the MRNFP.

7. OPERATION OF VEHICLES ON THE TUNDRA

One member expressed concerns regarding a road construction project to allow the circulation of vehicles transporting mining materials on the tundra in Nunavik. Such activities in Québec are not currently well regulated. In fact, only a short

chapter of the *Forest Act* deals with this matter. One member mentioned that Alaska possesses legislation that limits the circulation of vehicles on the tundra to certain periods in accordance with conditions (freezing of ground, thickness of snow cover, etc.). The meeting expressed interest in obtaining further information about this law and about existing legislation in other jurisdictions around the world. Another member informed the meeting of a provincial regulation under the *Environment Quality Act*. The *Regulation respecting Motor Vehicle Traffic in Certain Fragile Environments* restricts the use of motor vehicles on the beaches, offshore bars, in marshes and swamps situated on the littoral of the St. Lawrence River (downstream from Pont Laviolette), its estuary, the Gulf of Saint Lawrence, Baie-des-Chaleurs and the islands found there.

8. PROTECTED AREAS IN NUNAVIK AND BIOLOGICAL DIVERSITY

The KEAC received a request for information from the ecological heritage branch of the Gouvernement du Québec concerning protected areas north of the 55th parallel. The executive secretary will take part in a conference call on this subject and help to identify available information.

9. CANADA'S NATIONAL PROGRAM OF ACTION FOR THE PROTECTION OF THE MARINE ENVIRONMENT FROM LAND-BASED ACTIVITIES

The executive secretary described the meeting of Canada's National Program of Action for the Protection of the Marine Environment from Land-based Activities (NPA) that was held in Strathmere on 7–9 December 2004. The objectives of the meeting were to demonstrate the importance of the NPA and to review the progress that has been made since its creation. The executive secretary explained the NPA could contribute to the management of the coastal areas of Northern Québec. Since Nunavik's villages are almost all located along the region's coasts, the meeting indicated that the KEAC should continue to be involved with the NPA.

10. KEAC ANNUAL REPORT 2003–2004

The members proposed changes to the draft version of the annual report. Once these changes have been incorporated into the text, the annual report will be ready for translation and printing.

11. WASTE MANAGEMENT

For several years, the members and the executive secretary have observed that the region's communities are in need of waste management solutions. The members stated that they would like to continue to encourage tangible actions in this respect. In addition to continuing to monitor the management of hazardous waste and used oils, the meeting asked the executive secretary to make contact with authorities responsible for the management of used tires in Québec. This contact should then lead to further steps for the recovery of used tires in Nunavik.

The meeting analyzed the following two documents:

- *Regulation respecting Compensation for Municipal Services Provided to Recover and Reclaim Residual Materials;*
- Draft regulation respecting fees payable for the disposal of residual materials and contaminated soil.

As the two texts concern municipalities that provide waste management services, the members are of the opinion that neither is applicable in Nunavik for the time being.

12. USED NUCLEAR FUEL

In 2004, the Nuclear Waste Management Organization (NWMO) released a document for public consultation and feedback. This document is the first of three working papers to be published concerning a NWMO study of long-term approaches for managing used nuclear fuel in Canada. Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) was given a mandate to co-ordinate consultations with Inuit throughout the country. One of four meetings to be organized by ITK was held in Kuujuaq on 27–28 January 2005. The executive secretary and two members of the KEAC were in attendance.

Compared with Ontario, Québec generates a small amount of used nuclear fuel. Ontario alone generates close to 90% of such waste in Canada. The Inuit present at the meeting clearly stated that they do not wish to support any one of the proposed storage solutions. They furthermore stated that they would like Québec to limit its use of nuclear energy so that as little waste as possible is produced. Finally, the Inuit of Nunavik clearly stated that they did not want their territory identified as a potential site for the disposal of nuclear waste. It was noted by a member that, because access to Nunavik is limited to air and sea, it is unlikely that the region will ever be chosen as a storage site for such waste.

13. MANAGEMENT OF HALOCARBONS

On 2 December 2004, the Minister of the Environment for Québec announced the adoption of a new regulation respecting halocarbons. The new regulation concerns all ozone-depleting substances. It makes mandatory the recovery of all halocarbons removed from refrigeration and air conditioning equipment during repair work. As well, wholesalers and distributors are now obliged to collect at their outlets used halocarbons returned by customers. Staff who handle these halocarbons must receive training and environmental certification.

The meeting asked that a letter be sent to the Gouvernement du Québec in order to obtain more information concerning the application of this regulation in Nunavik.

14. ENVIRONMENTAL PROJECTS IN NUNAVIK

During his visit to Kuujuaq on 22 December 2004, the Minister for the Environment for Canada announced “investments of more than \$382,000 by 2007–2008 for research projects carried out in connection to the Inuit communities of Nunavik.” A portion of this funding will be directed to the KRG for its projects concerning climate change, the classification of abandoned mineral exploration sites and the identification of plants and vegetation around the Inuit communities of Nunavik. A KRG-appointed member briefly explained the goals of each project.

As well, a member presented a poster project concerning endangered birds in Nunavik. The role that the executive secretary will play in this project was explained.

15. MISCELLANEOUS

The executive secretary asked the members to recommend to her relevant reference material regarding her work.

16. DATES AND PLACES OF FUTURE MEETINGS

In order to facilitate planning, the members decided that it would be suitable to set the dates for a number of future meetings. It was therefore decided that the 103rd meeting will be held in Kuujuaq on February 28 and March 1, the 104th meeting will be held in Inukjuak or Ivujivik on July 5–7, the 105th meeting will take place on October 5–7, and the 106th meeting will take place on 18–

20 January 2006. The places of some of these meetings will be decided at a later time.

The closure of the meeting was proposed by Gilles H. Tremblay and seconded by Eli Angiyou. The motion was passed unanimously.

Nathalie Girard
Executive Secretary
22 February 2005